

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les questions internationales, la CEE et les relations franco-britanniques, Londres, vendredi 11 septembre 1981

LE PRÉSIDENT.- Comme il vient de vous être dit, les conversations menées depuis hier ont été fécondes, utiles, précises. Nous avons abordé successivement, au-cours de nos entretiens en tête-à-tête l'examen de certains problèmes touchant à la vie du monde, à la paix internationale. Nous avons naturellement beaucoup parlé des problèmes communautaires et nous avons dégagé un certain nombre de lignes d'action pour la relance européenne au travers d'une coopération bilatérale accentuée.

- Pour ce qui concerne la vie du monde, assurément nous ne pouvons pas faire autrement que de parler des relations est - ouest. Nous ne nous y sommes pas longtemps attardés, déjà nous avons eu l'occasion d'en parler dans un passé récent et le sujet reste à l'-ordre du jour. Je crois que notre -recherche tourne autour de ce point fixe qui devrait rapidement se dégager. Il faut que les forces occidentales soient en -état de maintenir l'équilibre stratégique et tactique et il faut que, cet équilibre étant défini, les moyens de cet équilibre étant mis en oeuvre, le dialogue s'engage et s'approfondisse entre ce que l'on appelle malheureusement les deux blocs aujourd'hui en présence. Cet examen sera poursuivi au-cours des conversations prochaines et notamment au-niveau du sommet. L'approche de la grande-Bretagne et de la France étant évidemment à assurer d'une part les conditions de l'équilibre mondial, et de ce point de vue certains efforts sont à accomplir et à réaliser, et d'autre part le point du dialogue qui permettra de s'engager sur-le-plan du désarmement.\

L'autre aspect de la politique internationale touche aux relations du monde industriel et des pays du Tiers monde et particulièrement à l'occasion de ce grand rendez-vous de Cancun mi-octobre `conférence nord-sud`. A cet égard, nous avons parlé des conditions de l'aide au Tiers monde et particulièrement aux pays les moins avancés `PMA` et nous avons estimé que dans-le-cadre des accords généraux déjà établis, il convenait de tendre à ce que l'aide aux pays les moins avancés atteigne ou aille vers les 0,15 % souhaitables, étant entendu que sur-ce-plan un certain nombre de disparités sont à relever puisque la Grande-Bretagne se trouve en avance des autres pays de la communauté `CEE` et qu'elle fournit une aide déjà fort importante, ce qui veut dire que le gros de la troupe ou le reste du peloton doit atteindre ce niveau.

- Nous avons également abordé le problème des négociations qui doivent naturellement être qui seront à Cancun tout-à-fait globales, car chacun des pays présents, surtout ceux du Tiers monde et du Tiers monde pauvre, cherchera à développer ses thèses et ses propositions. Il faut donc que les pays industriels concentrent leurs réflexions et leur propositions sur quelques points concrets. Nous avons donc beaucoup parlé de l'énergie, de ce que l'on appelle la "filiale énergie" de la Banque mondiale ou de tout autre système correspondant qui permettrait de développer un plan d'ensemble pour à la fois l'utilisation des crédits et leur destination vers ce que l'on appelle une politique de l'énergie, afin que l'on puisse vraiment disposer partout dans le monde de moyens qui ne soient pas simplement limités au jeu du cycle infernal actuel entre le pétrole et le dollar.

- Nous avons en-tout-cas marqué notre volonté d'être très réceptifs aux demandes et aux expressions des pays du Tiers monde, sans s'engager dans des promesses qui ne seraient pas tenues et qui ne pourraient au'aigrir les incompréhensions. La France et la Grande-Bretagne

... et que nous pourrions que s'agissent des incompréhensions. La France et la Grande-Bretagne sont deux pays qui ont une grande connaissance de ces choses, je crois que les contacts que nous avons pris et les conversations qui ont eu lieu nous per-

Sur-le-plan de la communauté `CEE`, qu'il faille réexaminer la marche du marché commun ou le développement du marché commun agricole paraît évident. Je ne dirai pas que nous avons forcément les mêmes objectifs au terme de la discussion qui a commencé de s'engager, mais nous sommes tout à fait d'accord pour estimer que cette discussion doit avoir lieu et déjà les points qui ont été traités entre nous montrent que nous arriverons par cette méthode à réduire les différends et à les surmonter par un arbitrage final.

- Il est certain que se pose le problème des excédents. Si je ne le posais pas, j'ajouterais qu'il a déjà été posé par notre partenaire allemand comme il est posé par notre partenaire britannique. De ce point de vue la France a des propositions à faire, mais j'ai dû aussi préciser que l'on ne pouvait séparer le problème des excédents de celui des importations, des importations venues de l'extérieur de la communauté et qui développent des concurrences et des tensions internes.

- Il est vrai qu'il y a des problèmes ou des contentieux spécifiquement entre nos pays. A cet égard il y a la revendication britannique sur-le-plan des pêcheries et puis il y a la position française qui dit que des engagements ont été pris, on vient de les tenir, mais notre position à nous français n'est jamais de fermer la porte. Il est cependant bon de rappeler en termes simples et aussi précis que possible le point de nos réflexions et le cas échéant de nos décisions.

Nous avons à nous défendre ensemble contre un certain nombre, je ne dirais pas d'agressions, mais de démarches et d'initiatives venues de l'extérieur, je pense en-particulier au Japon. Non pas que le Japon soit coupable de développer ses moyens d'exploitation, après tout c'est une part de son génie propre, mais il convient que la communauté `CEE` prenne des initiatives et que chaque pays n'aille pas chacun pour soi tenter des accords particuliers qui risqueraient finalement de permettre une sorte d'invasion, le cas échéant dangereuse, dans certains secteurs, pour nos productions. Alors il s'agit maintenant d'harmoniser les points de vue et de faire en sorte que notre démarche soit le plus souvent commune. J'ai, pour ma part, indiqué que ce risque n'était pas simplement par-rapport au Japon, qu'il fallait peut-être aussi aborder la discussion sur-certains-plans qui touchent aux produits provenant des Etats-Unis d'Amérique, je pensais en-particulier à la politique au regard du soja et d'un certain nombre d'importations de caractère agricole.

- Tout cela est maintenant sur la table, nous en discutons, nous en discutons amicalement et, je dois le dire, avec le sentiment que de très réels progrès sont accomplis dans la compréhension de ces sujets, dans la volonté de les résoudre, avec déjà un certain nombre d'éléments de solution qui font de cette conférence de Londres, je le crois, une étape sensible dans le développement des relations franco - britanniques.

- Je confirme ce qui a été dit sur-le-plan des multifibres, sur-le plan d'un certain nombre d'approches industrielles, et de ce point de vue nous continuerons au-cours des semaines et des mois prochains - les experts, les ministres et finalement le sommet européen - sans que rien ne soit fait qui puisse atteindre les intérêts de nos partenaires et dans le respect des engagements déjà pris. Nous aborderons cette discussion au-cours du mois d'octobre pour nous conduire jusqu'au mois de novembre où aura lieu, comme vous le savez, le sommet de la communauté, à Londres, puisque c'est la Grande-Bretagne qui, pour les six mois qui viennent, assumera la présidence du conseil des ministres.

Partie peut-être plus nouvelle pour vous, mesdames et messieurs, l'aspect propre au développement bilatéral, aux relations franco - britanniques, et de ce point de vue je dois dire que la clarté de l'esprit et du langage, la façon dont Mme le Premier ministre `Margaret THATCHER` et dont ses ministres ont abordé ces sujets nous ont permis d'avancer sérieusement. Beaucoup de sujets ont été traités et le Premier ministre vient de rappeler à l'instant qu'il y a, en somme, une sorte de relance européenne au travers de la relance bilatérale.

- Elle a cité en-particulier le cas du tunnel sous la Manche qui pourrait cesser d'être un serpent de mer, si je puis me lancer dans cette image un peu audacieuse, mais c'est vrai qu'on reprend les études et nous allons reprendre les travaux et veiller à préserver les intérêts maritimes, veiller bien

entendu à ce que chacun des deux pays s'en tienne à sa démarche propre quant au mode de financement, mais en-tout-cas c'est dans ce sens qu'on va et nous espérons aboutir.

- On a développé les conversations sur l'Airbus, sur toute une série, également, d'entreprises au niveau de l'espace, tous ces détails vous seront donnés ultérieurement. Nous avons abordé des discussions sur les moteurs, sur les communications, sur les ordinateurs, que sais-je encore.

- Il semble que le nombre des initiatives communes et leur ampleur devraient être nettement supérieures à ce que l'on a connu dans le passé. En-tout-cas nous chercherons à défendre les intérêts de nos pays. Moi je cherche à défendre, bien entendu, les intérêts français, le Premier ministre cherche à défendre les intérêts britanniques, ce qui est très important c'est de considérer aujourd'hui que ces intérêts sont le plus souvent complémentaires, et que nous nous sentons très à l'aise, défendant légitimement nos intérêts nationaux pour donner à ces intérêts nationaux une dimension

Voilà pour l'essentiel. J'ai pour ma part insisté sur la nécessité de ce que j'ai déjà plusieurs fois appelé la relance européenne, elle est nécessaire pour nos intérêts communs, elle est nécessaire pour nos jeunes, il faut que l'Europe retrouve un sens, qu'on ait envie de la construire, que l'on sente que cela va dans le sens de l'histoire que nous sommes en train de construire. Bien entendu, j'ai rappelé qu'il y avait des règles auxquelles nous tenions : celle de l'unité des marchés, celle de la solidarité financière, celle de la préférence communautaire, mais cela fait partie d'un traité qui nous engage tous, nous ne sommes fermés à aucune idée, on ne peut pas vivre uniquement sur les données anciennes, mais l'idée générale demeure, celle qui continue de présider aux avancées futures.

- Mesdames, messieurs, je vous remercie, mais je ne peux manquer d'ajouter, me trouvant à Londres, le plaisir que j'ai, qu'ont avec moi mes collaborateurs, qu'ont aussi les ministres qui m'accompagnent, à nous trouver sur le sol de ce pays, dans ce pays lié à nous par tant de grands événements que ma génération a ressentis si profondément, puisque moi-même j'ai vécu une période qui m'a associé à la vie de ce peuple. Dans les années douloureuses 1943-1944, j'ai su ce qu'était à l'époque l'hospitalité et la solidarité britanniques pour les combattants de Londres et pour les exilés que nous étions, et j'ai gardé de cette époque un souvenir d'un grand peuple dont je sais bien qu'il continue de l'être. Je tiens à le remercier pour son hospitalité d'aujourd'hui.

QUESTION.- Vous avez dit dans votre déclaration que vous étiez des deux côtés très favorables à ce que les études progressent concernant le tunnel sous la Manche, à propos duquel vous avez dit justement que cela présente un grand intérêt. Cela veut-il dire que vous êtes tous les deux favorables à ce que le tunnel sous la Manche progresse, en d'autres termes, est-ce réellement un engagement renouvelé de part et d'autre à ce que le tunnel sous la Manche soit construit ?

- LE PRESIDENT.- Je dirais que nous regardons où nous mettons les pieds, mais que... on ira. Avant d'agir il faut réfléchir, nous engageons cette réflexion, mais pas en l'air, sur des études précises, et pas n'importe quand puisque nous allons commencer dès le mois prochain.

- QUESTION.- A propos du Moyen-Orient, quelle est votre position sur la possibilité d'une prolifération nucléaire et en-particulier, est-ce que la France reconstruira le réacteur nucléaire irakien ?

- LE PRESIDENT.- Ce sujet n'a pas été traité par les différents délégués britanniques ou français, ce n'était pas du tout à notre ordre du jour et je ne souhaiterais pas que cette brève conférence de presse débordât du sujet-même qui me vaut d'être ici. Cela ne veut pas dire que ce ne soit pas un sujet qui me passionne et qui ne soit à l'ordre du jour, et qui ne soit pas très important, je comprends très bien le journaliste qui me pose la question, mais elle n'est pas aujourd'hui dans le sujet. Je me contenterai de dire à mon tour que la France, dans ses différents échanges commerciaux avec tous les pays acheteurs de réacteurs nucléaires, veillera avec la plus grande rigueur à ce que le passage des méthodes dites civiles ne puissent pas permettre que ces méthodes civiles servent à la prolifération des armes nucléaires. Mais nous en parlerons si vous voulez d'autres fois, j'aurai d'ailleurs sans aucun doute l'occasion de vous

QUESTION.- Finalement, avez-vous discuté entre vous de la question polonaise et de la situation

en Pologne ? Deuxièmement, vous savez très bien, monsieur le Président, quelle attitude ont pris hier les syndicats anglais envers le désarmement atomique, est-ce que vous voulez suivre l'exemple de vos amis socialistes ici ?

- LE PRESIDENT.- Pour ce qui touche à la Pologne, la position est connue : non ingérence. Il ne faut pas que ce terme soit hypocrite. Nous savons très bien depuis la fin de la deuxième guerre mondiale l'exacte situation de la Pologne, mais dès lors qu'au sein même de la classe ouvrière s'est développée une revendication à la fois de caractère professionnel et syndical et aussi quant aux libertés fondamentales, nous ne pouvons pas être inattentifs, sans oublier que Pologne et France ont formé un couple à travers l'histoire d'une nature particulière et nous sommes, nous, très sensibles aux pensées, vous l'êtes aussi, je m'en aperçois, à tout ce qui peut se passer dans ce pays et toucher à la vie de ce grand peuple. Non-ingérence, cela veut dire que nous souhaitons très vivement que chacun des partenaires, et en particulier l'Union soviétique, comprenne à quel point il serait important pour l'équilibre du monde et pour les efforts qui vont vers la détente, que chacun respecte avec scrupule la détermination polonaise. Il y a un conflit indiscutable, et pendant ce temps se déroule une crise économique dont les effets sociaux, humains, sont très graves. A cet égard la France estime nécessaire de contribuer, c'est ce qu'elle fait, à l'aide, aide financière, aide alimentaire et bien entendu nous entendons poursuivre cette aide autant qu'il nous sera possible au travers des éléments difficiles qui se produisent à l'heure actuelle en Pologne.\

`Réponse` Quant aux syndicats britanniques, j'entendais tout-à-l'heure Mme le Premier ministre vous répondre qu'elle ne voulait pas exprimer d'opinion en tant que Premier ministre, bien entendu, sur les nationalisations en France. Je suis à peu près convaincu qu'en tant que Mme THATCHER elle doit avoir une opinion, mais je la remercie, dans le cadre de ses fonctions, d'avoir ces égards et cette discrétion quant à la politique française qui concerne en effet les Français. Je dirais la même chose pour les syndicats, vous pensez bien que je n'ai pas l'intention de m'immiscer dans un débat de discussion dont j'ai tout de même aperçu à l'instant-même, dans ce que vient de dire le Premier ministre, à quel point cela pouvait susciter des passions au niveau de ce pays. Mais messieurs les journalistes, vous avez eu raison de dire "vos amis travaillistes". Ce sont en effet mes amis politiques, nous appartenons à la même Internationale socialiste, nous avons des relations personnelles et ce que je voudrais c'est que des syndicalistes, pour une part, et les travaillistes d'autre part, aient entre eux des relations aussi bonnes que celles que j'ai avec chacun d'entre eux.

- Voilà, ils sont lancés pour l'instant dans un grand débat, c'est leur affaire. Ils estiment nécessaire de procéder au désarmement atomique, comme vous dites. S'ils considèrent que c'est l'intérêt de leur pays, ils en ont bien le droit. Moi, en tant que responsable de la politique française, après que le Parti socialiste français ait révisé sa position dans ce domaine, notamment sur le plan militaire, nous avons estimé que notre défense `défense nationale` tenait essentiellement à l'existence d'une stratégie de dissuasion et, considérant que la défense de notre pays exigeait cette prise de position, nous l'avons prise et, de ce fait, nous avons l'intention d'assurer l'indépendance de notre pays par l'autonomie de décision et par la détention d'une force suffisante pour dissuader tout adversaire éventuel d'avoir à procéder à des agressions. J'ai, comme vous savez, pris des décisions qui vont vers le renforcement de notre armement, particulièrement sur le plan des sous-marins nucléaires. Mais cela regarde la France et j'engage les Français, je n'engage pas les syndicats britanniques et je n'engage pas le Parti socialiste. Je n'engage aucun de mes amis étrangers. La démarche commune des socialistes dans le monde, puisque vous me parlez ici en tant que socialiste - je suis contraint de vous répondre à ce titre mais je n'irai pas plus loin - a toujours respecté les démarches nationales, c'est même l'une des bases de notre contrat, donc je ne peux pas en dire plus. Comme Mme THATCHER au regard des nationalisations, j'ai moi-même mon idée là-dessus pour ce qui concerne le développement des idées socialistes en Grande-Bretagne, mais je n'ai pas à les communiquer ici.\

QUESTION.- Le ministre français des relations extérieures `Claude CHEYSSON` a récemment rencontré M. Yasser ARAFAT, leader de l'OLP. On dit que le secrétaire au Foreign office `Lord CARRINGTON` envisage une rencontre avec M. Arafat. Est-ce que la France a fait part d'une

...entourage une rencontre avec l'Amiral. Est-ce que la France a fait part de cette façon ou d'une autre à la Grande-Bretagne de son sentiment qu'elle avait eu quant à l'utilité de cette rencontre ?

- LE PRESIDENT.- L'important n'est pas que l'on rencontre ou que l'on ne rencontre pas telle ou telle personnalité politique, l'important, lorsqu'on les rencontre, c'est de savoir ce que l'on dit. C'est donc le contenu des conversations et des objectifs que l'on -recherche qui sont l'essentiel. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

- QUESTION.- Il nous a été dit que vous alliez adopter une démarche commune face au Japon. Pourriez-vous nous dire quel genre de démarche allez-vous entreprendre précisément ? En particulier, monsieur le Président, comment allez-vous réagir à la déclaration du gouvernement japonais acceptant la limitation des exportations d'automobiles vers la CEE à 25 % si chaque pays, comme la France, abandonne les mesures protectionnistes telle que la limitation à 3 % de la part des automobiles japonaises dans le marché ?

- LE PRESIDENT.- L'effort industriel du Japon est très respectable et loin de moi l'idée de pouvoir reprocher à un pays aussi dynamique d'essayer de conquérir des marchés extérieurs. Le problème est simplement d'équilibrer les échanges de telle sorte que cela ne nuise pas fondamentalement aux relations entre nos peuples, et ma seule réponse sera celle qui vient d'être donnée. Nous pensons qu'il appartient désormais à la communauté de prendre des initiatives, des initiatives restent à débattre mais il importe à la communauté `CEE` de prendre ces initiatives pour éviter que les pays de la communauté n'aillent chacun pour soi dans une compétition où, isolément, ils risqueraient de prendre des dispositions contradictoires.

- Pour ce qui concerne la France, peut-on dire vraiment que la France prend des mesures protectionnistes sous couvert de clauses de sauvegarde, ou du moins peut-on dire que la France est le seul pays dont nous avons parlé et quelques autres, sous des formes les plus diverses - fiscales, santé publique, etc...etc... - des mesures de sauvegarde qui n'osent pas dire leur nom. Il faut donc procéder à un examen et honnête de ces choses, établir un bilan, et tout ce que je demande c'est qu'il y ait une ouverture égale du marché intérieur du Japon avec ceux des pays européens, mais une fois que l'on a dit cela, étant donné l'état des mœurs, des réalités commerciales, on sait que le progrès reste immense si les pays européens voulaient à leur tour, avec les moyens qui sont les leurs, c'est-à-dire de leur génie propre pénétrer le marché intérieur japonais. Les points de comparaison ne sont pas exacts et il convient d'engager le débat de la façon la plus amicale possible.

- QUESTION.- (Avenir du Concorde)

- LE PRESIDENT.- Oui, nous avons simplement décidé de procéder à cet examen qui est d'ailleurs rituel, qui se produit deux fois par an et qui aura lieu, je crois, le 29 octobre de nouveau. Mais ce que nous avons en-tout-cas décidé, c'est de ne rien décider l'un sans l'autre, ce qui est le plus important. Nous sommes très fiers de cette très grande réussite technologique et nous n'avons pas du tout l'intention d'en disposer imprudemment. Mais de toute façon c'est une décision qui nous sera commune, je veux dire que la façon dont cette situation du Concorde sera étudiée, son développement, ne peut qu'être une décision franco - britannique.\